

CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE et GARANTIES DIVERSES » APPLICABLES A DIVERS TRAVAUX DE RESTAURATION POUR LE COMPTE DE AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ DU MÉDICAMENT ET DES PRODUITS DE SANTE (A.N.S.M)

LOT 2

ASSURANCES « DOMMAGES OUVRAGE ET GARANTIES COMPLEMENTAIRES » et « TOUS RISQUES CHANTIER / RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE » APPLICABLES A L'OPERATION DE CONSTRUCTION SUIVANTE TRAVAUX DE RENOVATION DU BATIMENT ADMINISTRATIF ET DEPLACEMENT DU RESTAURANT DE VENDARGUES

APPEL D'OFFRES OUVERT

En application des articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique

MARCHÉ PUBLIC SERVICE

Procédure n° 2025-155 -PAM-DAF-ANSM

CONDITIONS GENERALES DE GARANTIES

ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE

La garantie de l'assureur est accordée dans les conditions prévues aux articles 1 à 2 détaillés ci-après pour autant qu'il en soit fait en mention au CCTP :

ARTICLE 1

ASSURANCE DES DOMMAGES A L'OUVRAGE

ARTICLE 2

ASSURANCE DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES

ARTICLE 1

ASSURANCE DES DOMMAGES A L'OUVRAGE

1.1 ASSURES

- Le souscripteur
- Le maître d'ouvrage
- Les propriétaires successifs de l'opération de construction

1.2 OBJET DE LA GARANTIE

Sont notamment garantis, en dehors de toute recherche de responsabilité et sur la base de l'article L 242-1 du Code des assurances, le paiement des travaux de réparation des dommages affectant l'ouvrage réalisé (y compris les ouvrages existants incorporés dans l'ouvrage neuf et en deviennent techniquement indivisibles) qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction
- Affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendant ainsi impropres à leur destination
- Affectent la solidité d'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

1.3 EXCLUSIONS

Sont applicables les seules exclusions d'ordre légal formulées par l'article A 243- 1 du code des assurances

ARTICLE 2

ASSURANCE DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES

2.1 GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement des éléments dissociables visée à l'article 1792-3 du Code Civil lorsqu'ils sont inaptes à remplir leurs fonctions.

L'indemnité due sera versée au bénéfice du souscripteur et des propriétaires successifs de l'opération de construction.

EXCLUSIONS

- **Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultants :**
 - **Du fait intentionnel ou du dol du Souscripteur ou de l'assuré,**
 - **Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal,**
 - **D'économies abusives imposées aux constructeurs dans le choix des matériaux et / ou procédés de construction et qui sont à l'origine des dommages,**
 - **De la non prise en compte des réserves techniques précises notifiées en temps opportun et au plus tard à la réception des travaux, à l'Assuré, par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et les importateurs, le contrôleur technique,**
 - **D'une cause étrangère, et notamment :**
 - **Directement ou indirectement, d'un incendie ou d'une explosion, sauf si l'incendie ou l'explosion sont la conséquence d'un sinistre couvert par le présent contrat,**
 - **De trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique,**
 - **De faits de guerre étrangère,**
 - **De faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'action concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève et de lock-out ayant le caractère de cause étrangère,**
 - **Des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atome ou de radioactivité, ainsi que des effets des radiations provoquées par l'accélération artificielle de particule**

2.2 DOMMAGES IMMATERIELS

Dommages immatériels subis par le ou les propriétaires de la construction et/ou le ou les occupants résultant directement d'un dommage garanti survenu après la réception en vertu des articles 1 et 2.1 du CCTG.

2.3 DOMMAGES AUX EXISTANTS (NON VISES PAR L'ASSURANCE « DOMMAGES OUVRAGE »)

La garantie s'applique à la réparation des dommages matériels causés aux parties existantes de la construction ne présentant techniquement aucun caractère d'indivisibilité au plan matériel. Les dommages causés doivent compromettre la solidité des parties anciennes de la construction ou les rendre impropres à sa destination et doivent être la conséquence directe des travaux neufs objets de l'opération de construction.

Par « existants », il faut entendre les parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier, sur, sous ou dans laquelle sont exécutés les travaux de construction qui ne sont pas totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et / ou en sont techniquement divisibles.

Par « réparation », il faut entendre le coût des travaux de remise en état des existants y compris les frais de démolition, de déblaiement, de dépose et de démontage.

Cette assurance « dommages aux existants » est étendue à la garantie complémentaire prévue à l'article 2.2 ci-dessus.

EXCLUSIONS

- Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultant :
 - Du fait intentionnel ou du dol du Souscripteur ou de l'assuré,
 - Des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal
 - D'une cause étrangère, et notamment :
 - Directement ou indirectement, d'un incendie ou d'une explosion, sauf si l'incendie ou l'explosion sont la conséquence d'un sinistre couvert par le présent contrat,
 - De trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique,
 - De faits de guerre étrangère,
 - De faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'action concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève et de lock-out ayant le caractère de cause étrangère,

- Des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atome ou de radioactivité, ainsi que des effets des radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.
- Sont en outre exclus des garanties :
 - Les appareils et équipements ménagers ou domestiques,
 - Les éléments d'équipement d'un ouvrage au sens des articles 1792 et suivants du code civil dont la fonction exclusive est de permettre l'exercice d'une activité professionnelle dans l'ouvrage.

Charge de la preuve

Il appartient à l'Assuré de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère. Dans tous les autres cas, la charge de la preuve nécessaire à la mise en jeu des exclusions incombe à l'Assureur.

DEFINITIONS

Pour l'application des garanties, on entend par :

- **ASSURE :**

L'ANSM et/ou toute autre personne désignée au C.C.A.P.

- **ASSUREUR :**

L'assureur auprès duquel a été souscrit le contrat.

- **AUTRUI OU TIERS :**

Toute personne autre que les préposés et salariés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents de travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

- **CODE :**

Le Code des Assurances.

- **SOUSCRIPTRICE :**

La Personne morale désignée au C.C.A.P. qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à régler les primes.

- **DOMMAGES CORPORELS :**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

- **DOMMAGES MATERIELS :**

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

- **DOMMAGES IMMATERIELS :**

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

- **EXISTANTS INDIVISIBLES :**

Parties anciennes de la construction existant avant les travaux sur, sous ou dans lesquels sont exécutés les travaux faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, ils en deviennent techniquement indivisibles (leur dépose, leur démontage ou leur remplacement ne peuvent s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage).

- **EXISTANTS NON INDIVISIBLES :**

Parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier, sur, sous ou dans laquelle sont exécutés les travaux de construction qui ne sont pas totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et / ou en sont techniquement divisibles

- **FAIT GENERATEUR :**

L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré, le fonctionnement, le non fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'assuré et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

- **FRANCHISE :**

La part du préjudice restant à la charge de l'assuré dans le règlement d'un sinistre.

- **INDICE :**

L'indice du prix de la construction publié par la Fédération Française du Bâtiment et des activités annexes (FFB) (Fédération Française du Bâtiment) ou à défaut par l'organisme qui lui serait substitué.

- **X FOIS L'INDICE :**

x fois la valeur en euros du dernier indice FFB publié au jour du sinistre.

- **OBJETS CONFIES :**

Biens meubles appartenant à des tiers, confiés à l'Assuré, pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature (sauf utilisation pour les besoins propres de l'Assuré).

- **SINISTRE :**

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement.

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER / RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE

La garantie de l'assureur est accordée dans les conditions prévues à l'article 1 détaillé ci-après pour autant qu'il en soit fait en mention au CCTP :

ARTICLE 1

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

ARTICLE 2

ASSURANCE RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 1

ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER

1.1 ASSURES

Sont considérés comme Assurés :

- Au cours de travaux : le Souscripteur, le Maître de l'Ouvrage, le maître d'œuvre, les bureaux d'études et de contrôle et tous les intervenants à l'opération de construction y compris les sous-traitants,
- Les fournisseurs ou fabricants intervenant directement sur le site pour y réaliser une activité de construction et/ou de montage,
- Au cours des « opérations de maintenance » : Tous les intervenants à l'opération de construction à l'exception du Maître de l'Ouvrage.

Les assurés ont la qualité de tiers entre eux.

1.2 OBJET DE LA GARANTIE

Sont garantis toutes pertes et dommages matériels subis par les biens suivants se trouvant sur le site du chantier dont l'assuré est propriétaire ou dont il en a la garde :

- L'ouvrage objet de l'opération de construction y compris les ouvrages provisoires nécessaires à son exécution,
- Les matériaux, matériels et éléments d'équipements destinés à être incorporés à l'ouvrage, qu'ils soient mis en œuvre ou non, et qu'ils revêtent un caractère provisoire ou non,
- Les locaux provisoires établis sur le chantier de l'opération de construction, ainsi que le mobilier et le matériel se trouvant dans ces locaux,
- Les parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier et situées sur le site du chantier.

Sont notamment garantis :

- Les dommages résultant d'un vol ou d'une tentative de vol,
- Les dommages matériels directs affectant les biens assurés et ayant pour origine l'intensité anormale d'un agent naturel (loi N° 82-600 du 13/07/1982). La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au journal officiel d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle,
- Les dommages ayant pour origine les actes de terrorisme ou des attentats selon l'article 126-2 du code des assurances,
- Les bris affectant les produits verriers faisant partie des biens assurés.

EXTENSIONS DE GARANTIES

- **Les extensions de garanties suivantes seront accordées par l'assureur :**

- Les frais de déblais, de nettoyage, de décontamination et de démolition des biens assurés,
- Les frais de retirement
- Les frais de transport ainsi que les frais de douane,
- Les frais supplémentaires justifiés par une réfection rapide après sinistre, notamment les frais de transport à grande vitesse, les coûts de main d'œuvre liés notamment aux heures supplémentaires, à l'exécution des travaux de nuit et/ou pendant les jours fériés,
- Les honoraires du conducteur d'opération,
- Les frais de réparation provisoire,
- Les frais de reconstitution de plans et dessins,
- Les frais de révision ou de réglages rendus nécessaires par un dommage garanti,
- Les frais et honoraires d'expert de l'Assuré exposés après un sinistre,
- Les frais et honoraires des maîtres d'œuvre, ingénieurs et experts chargés des études et/ou des missions nécessaires à la reconstruction, reconstitution ou remplacement des biens sinistrés,
- Les frais supplémentaires générés par la location de tout matériel, outils, engins nécessaires à la réparation ou reconstruction des ouvrages sinistrés,
- Les pertes ou dommages subis par tout ou partie de l'ouvrage et provenant de négligences, maladresses ou fausses manœuvres de l'Assuré intervenant sur le chantier au cours de visites qui lui incombent conformément au marché avant et après réception (visites de contrôle, d'entretien ou de réparation),
- Les frais relatifs aux mesures conservatoires rendues nécessaires pour éviter un péril imminent
- Le coût de travaux supplémentaires résultant d'un vice imprévisible du sol,
- En cas de réceptions partielles, les dommages subis par les ouvrages neufs réceptionnés et provenant de parties d'ouvrage pas encore réceptionnées (dommages en répercussion),
- Les pertes financières résultant d'une décision définitive d'annulation du permis de construire non imputable à l'assuré,

- Les dommages aux existants,
- La garantie « maintenance – visite » après travaux,
- Les pertes financières suivantes consécutives à un retard dans la livraison de l'ouvrage consécutif à un sinistre garanti :
 - Les frais supplémentaires d'exploitation
 - Les frais bancaires
 - Les pertes de loyers
 - Les frais de location supplémentaires

EXCLUSIONS

- Les Dommages causés intentionnellement par l'Assuré lui-même ou avec sa complicité, ainsi que ceux provenant d'un fait générateur connu de l'Assuré et dont il n'aurait pas déclaré l'existence à l'Assureur à la date de souscription de la police,
- Les Dommages causés par la cessation totale ou partielle des travaux dans la mesure où les dommages seraient de ce fait inévitables ou lorsque l'Assuré dans ce même cas a manqué de prendre les précautions raisonnables à dire d'expert pour protéger les biens assurés et pour éviter ou diminuer de tels dommages ou frais,
- Les Dommages occasionnés directement ou indirectement soit par les effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur ou d'irradiation, provenant de la transmutation de noyau d'atome et / ou de la radioactivité, soit par les effets de radiations provoqués par l'accélération artificielle de particules,
- Les Dommages occasionnés directement ou indirectement :
 - Par la guerre étrangère : il appartient aux Assurés de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que la Guerre étrangère,
 - Par la guerre civile,
 - Du fait du lock-out,
 - La confiscation ou la destruction par ordre ou décision des autorités civiles ou militaires.
- Tous les frais quels qu'ils soient qui seraient engagés pour rechercher ou supprimer des défauts ou pour rectifier des vices de plans ou pour mettre les biens faisant l'objet des garanties du présent contrat en conformité avec les spécifications techniques du marché ou pour apporter à ces biens une modification ou un perfectionnement quelconque.

Toutefois, restent couverts les dommages matériels causés aux biens objets du marché résultant de ces vices, défauts ou malfaçons y compris la partie viciée elle-même.

- **Les Dommages dus à l'usure, la corrosion, l'oxydation, au vieillissement, à la détérioration provenant d'une altération de substance, étant entendu que restent garantis :**
 - Les dommages extérieurs à la partie directement atteinte par ledit phénomène progressif qui en est à l'origine
 - Les dommages mêmes directs, consécutifs à un événement soudain et imprévu.
- **Les Dommages causés ou subis par les ouvrages ayant motivé des réserves du Maître d'œuvre ou d'un bureau de contrôle lorsque le sinistre trouve son origine dans la cause même de ces réserves tant que celles-ci n'auront pas été levées si les intéressés n'ont pas apporté la diligence nécessaire à dire d'expert pour réaliser les actions permettant la levée desdites réserves.**
- **Les Dommages résultant de réparations provisoires ou de fortune ainsi que ceux résultant de recherches expérimentales,**
- **Les pertes ou manquants constatés pendant ou après inventaire,**
- **Les dommages de nature esthétique : tags, rayures, ébréchures...,**
- **Les dommages à l'ouvrage résultant de l'application des articles 1792 et suivants, et 1792-4-1 du code civil.**

ARTICLE 2

ASSURANCE RESPONSABILITE DU MAITRE D'OUVRAGE

2.1 ASSURE

- Le maître d'ouvrage
- Le maître d'ouvrage délégué

2.2 OBJET DE LA GARANTIE

La garantie porte sur les conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers du fait de l'opération de construction.

Elle devra notamment intégrer les dommages causés aux parties avoisinantes de la construction ainsi que les dommages en cas d'atteintes à l'environnement.

EXCLUSIONS

- Les Dommages occasionnés directement ou indirectement :
 - Par la guerre étrangère,
 - Par la guerre civile,
 - Du fait du lock-out,
 - La confiscation ou la destruction par ordre ou décision des autorités civiles ou militaires.
- Les Dommages occasionnés par les tremblements de terre, éruptions volcaniques, raz-de-marée ou autres cataclysmes à caractère catastrophique,
- Les Dommages dus aux effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur ou d'irradiations provenant de la transmutation de noyaux d'atome ou de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules,
- Les dommages causés :
 - Par tous les véhicules terrestres à moteur soumis à l'obligation d'assurance automobile
 - Par tous engins ou véhicules aériens
 - Par tous engins ou véhicules flottants, maritimes fluviaux ou lacustres pour les risques inhérents à la navigation

Dont l'Assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, la garde ou l'usage.

- Les dommages causés intentionnellement ou résultant de l'inobservation délibérée et grossière des règles de l'art par l'Assuré ou avec sa complicité,
- Les amendes y compris celles qui seraient assimilées à des réparations civiles ainsi que les condamnations pénales,
- Les dommages résultant d'un fait ou d'un événement dont l'Assuré avait connaissance lors de la souscription de la garantie,
- La responsabilité civile incombant personnellement aux préposés salariés ou non de l'Assuré lorsque l'Assuré n'est pas déclaré civilement responsable,
- La responsabilité personnelle des mandataires sociaux,
- Les inconvénients et troubles de voisinage résultant du fonctionnement normal donc non accidentel tels que poussières, fumées, émanations, odeurs, bruits, dégâts de passage, etc...,
- Les dommages à l'ouvrage affectant l'opération de construction de l'Assuré et engageant la responsabilité civile des constructeurs au titre des articles 1642-1, 1646-1 1792 à 1792-6 et 1831-1 du Code Civil,
- Les dommages matériels résultant d'un incendie ou d'une explosion, d'un incendie d'origine électrique ou de l'action des eaux, prenant naissance dans les immeubles ou parties d'immeubles ou leur contenu dont l'Assuré est locataire ou occupant,
- Les réclamations relatives au permis de construire et à leur défaut d'observation, à la non conformité des travaux avec le permis, les règlements et autorisations de voiries et / ou d'urbanisme et notamment toutes responsabilités encourues directement ou indirectement du fait de travaux entrepris délibérément avant que ne soient obtenus les autorisations administratives nécessaires préalables et spécialement, de démolir, autorisation de division, permis de construire, dans la mesure où les dommages auraient pour cause les faits ayant motivé le refus ou la suspension de ces autorisations,
- Les dommages causés par les ouvrages ayant motivé des réserves du maître d'œuvre ou d'un bureau de contrôle lorsque le sinistre trouve son origine dans la cause même de ces réserves tant que celles-ci n'auront pas été levées si l'Assuré n'a pas apporté la diligence nécessaire à dire d'expert pour réaliser les actions permettant la levée desdites réserves,
- Les dommages susceptibles de donner lieu à application des garanties financières éventuellement dues par l'assuré en vertu des obligations légales ou réglementaires ou résultant de l'absence ou l'insuffisance desdites garanties,

- Les dommages constitués par les indemnités de dédit stipulées à la charge de l'Assuré, ainsi que par toutes indemnités fondées sur l'inexécution d'engagement comportant une garantie personnelle pécuniaire prise par l'Assuré ou toute personne dont il répond, ainsi que les pénalités, astreintes, amendes et les frais et en résultent,
- Les dommages mis à la charge de l'Assuré en vertu d'obligations contractuelles acceptées par lui, dans la mesure où ces obligations excèdent ce qui serait dû en application des dispositions légales ou des usages de la profession,
- Toutes réclamations ou litiges relatifs :
 - Au prix de vente et / ou d'acquisition des immeubles faisant l'objet de l'opération de construction
 - Aux charges d'exploitation et de fonctionnement des immeubles faisant l'objet de l'opération de construction
- Les sommes représentant la restitution totale ou partielle du prix de l'immeuble vendu,
- Les conséquences pécuniaires d'un retard dans l'exécution des travaux ou la livraison de l'ouvrage,
- Toutes conséquences d'atteinte ou de modification de servitudes ou d'environnement dues à l'inobservation délibérée des règles édictées en matière de construction ou d'urbanisme.

DEFINITIONS

Pour l'application des garanties, on entend par :

- **ASSURE :**

L'ANSM et/ou toute autre personne désignée au C.C.A.P.

- **ASSUREUR :**

L'assureur auprès duquel a été souscrit le contrat.

- **AUTRUI OU TIERS :**

Toute personne autre que les préposés et salariés de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents de travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

- **CODE :**

Le Code des Assurances.

- **SOUSCRIPTRICE :**

La Personne morale désignée au C.C.A.P. qui demande l'établissement du contrat, le signe et s'engage notamment à régler les primes.

- **DOMMAGES CORPORELS :**

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

- **DOMMAGES MATERIELS :**

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

- **DOMMAGES IMMATERIELS :**

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

- **EXISTANTS INDIVISIBLES :**

Parties anciennes de la construction existant avant les travaux sur, sous ou dans lesquels sont exécutés les travaux faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, ils en deviennent techniquement indivisibles (leur dépose, leur démontage ou leur remplacement ne peuvent s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage).

- **EXISTANTS NON INDIVISIBLES :**

Parties anciennes de la construction existant avant l'ouverture du chantier, sur, sous ou dans laquelle sont exécutés les travaux de construction qui ne sont pas totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et / ou en sont techniquement divisibles

- **FAIT GENERATEUR :**

L'acte, l'action, l'inaction de l'assuré, le fonctionnement, le non fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par l'assuré et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

- **FRANCHISE :**

La part du préjudice restant à la charge de l'assuré dans le règlement d'un sinistre.

- **INDICE :**

L'indice du prix de la construction publié par la Fédération Française du Bâtiment (FFB), ou à défaut par l'organisme qui lui serait substitué

- **X FOIS L'INDICE :**

x fois la valeur en euros du dernier indice FFB publié au jour du sinistre.

- **OBJETS CONFIES :**

Biens meubles appartenant à des tiers, confiés à l'Assuré, pour leur garde, exposition, entrepôt, travaux de toute nature (sauf utilisation pour les besoins propres de l'Assuré).

- **SINISTRE :**

Toutes les conséquences dommageables d'un même événement ou fait générateur susceptible d'entraîner l'application de la garantie demandée. Constituent un seul et même sinistre, les réclamations ayant pour origine un même événement.